

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Fonds Commun de Placement

Rapport annuel au 29 mars 2024

Rapport de gestion
« non audité par le Commissaire aux Comptes »

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

ORIENTATION

IDENTIFICATION

OBJECTIF DE GESTION

Fonds flexible, le fonds a pour objectif de réaliser une performance nette de frais supérieure à celle de son indicateur de référence, sur l'horizon de placement recommandé de 3 ans, tout en recherchant à limiter son niveau maximal de perte, sur une année calendaire, à un pourcentage défini annuellement par la société de gestion et communiqué sur son site internet.

INDICATEUR DE REFERENCE

Le FCP n'est ni indiciel ni à référence indicielle mais à titre de comparaison a posteriori, le porteur peut se référer à l'indicateur de référence : 30% MSCI World dividendes nets réinvestis + 70% Bloomberg Euro Aggregate All Maturity Total Return Unhedged EUR

MSCI World dividendes réinvestis	Le MSCI World est un indice large comprenant plus de 1 600 actions de sociétés cotées sur des marchés de pays développés (23 pays). Calculé dividendes réinvestis et exprimé en euros. Code de référence Bloomberg : MSDEWIN Index. Administrateur de l'indice : MSCI Limited, n'est plus enregistré sur le registre de l'ESMA. Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet de l'administrateur : http://www.msci.com
Bloomberg Euro Aggregate All Maturity Total Return Unhedged EUR	Bloomberg Euro Aggregate All Maturity Total Return Unhedged EUR est un indice composé de plus de 5 000 émissions obligataires à taux fixe de toute maturité en euro, d'émetteurs publics ou privés, ayant une notation financière dite « investment grade ». L'intégration dans cet indice dépend de la devise des obligations et non pas du risque pays de l'émetteur. Code de référence Bloomberg : LBEATREU index. Administrateur de l'indice : Bloomberg Index Services Limited, n'est plus enregistré sur le registre de l'ESMA. Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet de l'administrateur : https://www.bloomberg.com/professional/product/indices/bloomberg-barclays-indices .

L'indicateur de référence est utilisé uniquement à titre de comparaison. Le gérant peut ou non investir dans les titres qui composent l'indicateur de référence à sa libre discrétion. Il est donc libre de choisir les titres qui composent le portefeuille dans le respect de la stratégie de gestion et des contraintes d'investissement.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

1. Stratégie utilisée

Pour atteindre son objectif de gestion, la société de gestion met en œuvre une stratégie flexible et discrétionnaire laquelle combine :

- Une allocation des investissements en titres vifs et/ou en parts ou actions d'OPC de droit français ou étranger eux-mêmes investis dans différentes classes d'actifs : produits de taux et actions. Cette allocation entraîne une diversification des investissements entre les marchés de taux, obligataires et/ou monétaires et les marchés actions dans diverses zones géographiques dans le respect des fourchettes d'expositions prédéterminées.
- Une gestion des éventuels impacts de baisses de marché. Dans ce cadre, la société de gestion bénéficie régulièrement de conseils fournis par LA FRANÇAISE SYSTEMATIC ASSET MANAGEMENT GmbH, société de gestion du groupe la Française spécialisée dans la gestion quantitative. Au titre de ce conseil, LA FRANÇAISE SYSTEMATIC ASSET MANAGEMENT GmbH transmet, à titre de recommandation, à la société de gestion un taux d'exposition globale qu'il conviendrait d'appliquer à l'allocation du portefeuille déterminée par la société de gestion afin de limiter les impacts de baisse de marché.
La gestion du fonds est fondée sur la recherche de performance, la réduction systématique de la volatilité à travers l'investissement dans des fonds de toutes classes d'actifs.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Le choix des actifs (titres vifs et OPC sous-jacents investis) fait l'objet d'un processus de sélection propre à la société de gestion qui répond aux critères d'investissement du fonds détaillés ci-après et qui sont analysés par La Française Sustainable Investment Research (ci-après « Equipe de Recherche ESG ») de l'entité « La Française Group UK Limited ». Il est précisé qu'il existe un risque de conflits d'intérêts portant sur la fourniture de scores ESG avec le centre de recherche « La Française Sustainable Investment Research » de l'entité « La Française Group UK Limited » appartenant au groupe La Française.

Les émetteurs sont soumis aux mêmes exigences indépendamment de leur appartenance, ou non, à l'indice.

L'analyse des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance est effectuée par l'Equipe de Recherche ESG qui a développé un modèle ESG propriétaire. Cet outil utilise des données brutes provenant de différents fournisseurs de données pour calculer les KPI (Key Performance Indicators).

En ce qui concerne les titres obligataires, une évaluation des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance de l'émetteur pourra être effectuée ; toutefois la prise en compte de ces critères n'est pas nécessairement exhaustive ou systématique.

Ainsi, le fonds promeut certaines caractéristiques environnementales et sociales au sens de l'article 8 du règlement européen (UE) 2019/2088 dit Sustainable Finance Disclosure (SFDR).

Par ailleurs, sont automatiquement écartés, les émetteurs à exclure en vertu de la politique d'exclusion du Groupe La Française, disponible sur le site internet www.la-francaise.com.

Des précisions complémentaires sur l'analyse extra financière de la société de gestion, dont les critères ESG, sont reprises dans le code de transparence et les politiques d'engagement du Groupe La Française disponible sur le site de La Française www.la-francaise.com.

Les critères de sélection des actifs, identiques pour les titres vifs et les OPC, sont les suivants :

a) OPC de droit français ou étranger :

La sélection des fonds est effectuée sur la base d'une analyse quantitative, centrée sur la sensibilité des performances aux facteurs de marché et d'une analyse qualitative, portant notamment sur les risques opérationnels inhérents à l'organisation de la plate-forme de gestion.

b) actions :

- principalement grandes capitalisations, avec possibilité d'investir en petites capitalisations dans la limite maximum de 20%,
- pas de secteur d'activité dominant,
- pas de zone géographique prépondérante,
- exposition jusqu'à 25% sur les marchés des actions hors Union Européenne et hors OCDE.

c) produits de taux :

- obligations à taux fixe ou variable, françaises ou étrangères,
- bons du Trésor,
- titres de créances négociables,
- certificats de dépôt,
- billets de trésorerie,
- exposition jusqu'à 25% sur les marchés de taux hors Union Européenne et hors OCDE.

Fourchette de sensibilité du portefeuille : de -3 à 5.

La répartition dette privée / dette publique n'est pas déterminée à l'avance et s'effectuera en fonction des opportunités de marché.

Volatilité cible : 3-9% (hors circonstances exceptionnelles de marché).

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

La société de gestion se réserve la possibilité d'investir dans des titres à haut rendement (« high yield ») en fonction des opportunités de marché, jusqu'à 30% maximum de l'actif net du fonds.

La société de gestion ne recourra pas exclusivement ou mécaniquement à des notations externes mais pourra lorsqu'une telle notation est émise, en tenir compte dans son analyse crédit.

L'exposition aux marchés actions est comprise entre 0% et 50% de l'actif net et l'exposition aux marchés de taux est comprise entre 0% et 100% de l'actif net.

Le fonds utilise des instruments financiers à terme de préférence sur les marchés à terme organisés européens et internationaux, tout en se réservant la possibilité de conclure des contrats de gré à gré, pour couvrir et/ou exposer le portefeuille tant au risque actions qu'au risque taux et au risque de change au-delà de l'actif net.

L'exposition globale du portefeuille (taux et actions) incluant les produits dérivés est de 185% maximum de l'actif net, l'exposition via les dérivés n'excédant pas une fois l'actif net de l'OPC.

En outre, le fonds peut procéder à des opérations d'acquisition et cession temporaire de titres pour (i) assurer le placement des liquidités disponibles (prise en pension), (ii) optimiser le rendement du portefeuille (prêt de titres), (iii) constituer une position d'arbitrage destinée à tirer profit d'opportunités de marché.

La Taxonomie de l'Union Européenne a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux :

- Atténuation des changements climatiques,
- Adaptation aux changements climatiques,
- Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines,
- Transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage),
- Prévention et contrôle de la pollution,
- Protection des écosystèmes sains.

Pour être considérée comme durable, une activité économique doit démontrer qu'elle contribue substantiellement à l'atteinte de l'un au moins des 6 objectifs, tout en ne nuisant pas à l'un des cinq autres (principe dit DNSH, « Do No Significant Harm »).

Pour qu'une activité soit considérée comme alignée à la Taxonomie européenne, elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international.

Le pourcentage minimum d'alignement avec la Taxonomie de l'Union Européenne s'élève à 0%. La prise en compte de l'alignement des activités des entreprises est effectuée de manière qualitative dans le processus d'analyse interne en fonction des données publiées par les entreprises elles-mêmes ainsi que celles mises à disposition par nos fournisseurs de données ESG.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

2. Actifs (hors dérivés intégrés)

Le fonds peut investir jusqu'à 100% de son actif en titres vifs et/ou en parts ou actions d'OPC (OPC actions, monétaires, obligataires et diversifiés). Les caractéristiques des titres vifs sont identiques à celles des OPCVM/FIA sélectionnés.

a. Actions : oui

b. Titres de créance et instruments du marché monétaire :

i. Titres de créances négociables : oui

ii. Obligations : oui

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

- iii. Bons du Trésor : oui
- iv. Billets de trésorerie : oui
- v. Certificats de dépôt : oui
- c. Actions ou parts d'OPC : oui

L'OPCVM se laisse la possibilité d'investir plus de 20% de son actif net dans des parts ou actions d'OPC mentionnées ci-dessus. L'utilisation d'actions ou parts d'OPCVM/FIA/Fonds d'investissement pourra représenter 100% de l'actif net.

	Investissement autorisé	Seuil de détention maximale
OPCVM de droit français *	x	100%
OPCVM de droit européen*	x	
FIA de droit français répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier*	x	30%
FIA de droit européen répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier*	x	
Fonds d'investissement de droit étranger répondant aux conditions de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier*	x	

*Ces fonds ne pourront détenir eux-mêmes + de 10% de leur actif en OPCVM/ FIA / Fonds d'investissement.

Le FCP peut investir dans des OPC gérés par la société de gestion ou une société juridiquement liée.

3. Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont utilisés pour ajuster l'exposition au marché actions et taux, en vue de réaliser l'objectif de gestion.

Le fonds utilise des instruments financiers à terme de préférence sur les marchés à terme organisés européens et internationaux tout en se réservant la possibilité de conclure des contrats de gré à gré lorsque ces contrats permettent une meilleure adaptation à l'objectif de gestion ou ont un coût de négociation inférieur.

Le fonds se réserve la possibilité d'intervenir sur tous les marchés réglementés à terme d'instruments européens et internationaux.

Le gérant pourra prendre des positions en vue de couvrir et/ou exposer le portefeuille sur les risques :

- Actions : oui
- Crédit : non
- Taux : oui
- Indices : oui
- Devises : oui

Tous les risques associés aux actifs pourront être couverts ou exposés par des instruments financiers à terme tels que futures, forwards, options, swaps de devises, swaps sur indices, change à terme. Le fonds pourra principalement intervenir sur les marchés à terme d'actions, de taux, d'indices et de devises.

La couverture des risques n'est pas systématique.

L'utilisation des dérivés permet une souplesse dans la gestion et une meilleure réactivité vis-à-vis des marchés afin d'optimiser les investissements sur les différents marchés.

A titre d'exemple :

- les contrats à terme sur devises seront utilisés en achat et vente pour couvrir les risques de change des investissements dans les pays hors zone euro,
- les options ou les contrats à terme seront éventuellement utilisés en achat et vente afin d'intervenir sur l'exposition globale du portefeuille.

Le fonds pourra utiliser tous les instruments à terme fermes ou conditionnels français et étrangers dès lors que leur sous-jacent a une relation financière directe, corrélée ou décorrélée avec un actif du portefeuille, aussi bien dans un but de couverture que d'exposition du portefeuille.

4. Titres intégrant les dérivés :

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :

- actions : oui
- taux : oui
- change : oui
- crédit : non

Nature des interventions :

- couverture : oui, en vue d'une couverture totale du risque actions, taux et change.
- exposition : oui, exposition aux risques actions, taux, change, dans le but d'intervenir rapidement sur les marchés pour un ajustement du taux d'exposition.
- arbitrage : oui

Nature des instruments utilisés :

- EMTN,
- Warrants,
- Callables,
- Puttables.

Gestion des garanties financières relatives aux transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré :

Les contreparties des opérations de gré à gré seront des contreparties, de type établissement de crédit, autorisées par la société de gestion et domiciliées dans des pays membres de l'OCDE.

Ces contreparties ne disposent d'aucun pouvoir de décision discrétionnaire sur la gestion de l'actif sous-jacent des instruments financiers dérivés. Ces opérations pourront être effectuées avec des sociétés liées au Groupe de la société de gestion.

Ces opérations peuvent donner lieu à la remise en garantie :

- d'espèces,
- de titres émis par les pays membres OCDE,
- de parts ou actions d'OPCVM/FIA monétaires.

Le fonds ne recevra pas de titres en garantie dans le cadre de la gestion des garanties financières relatives aux transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et aux techniques de gestion efficaces de portefeuille.

Les garanties financières reçues en espèces peuvent être :

- placées en dépôt auprès d'établissements de crédit ayant leur siège social dans un Etat membre de l'OCDE ou un Etat tiers ayant des règles prudentielles équivalentes,
- investies dans des obligations d'Etat de haute qualité,
- investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme tels que définis dans les orientations pour une définition commune des organismes de placement collectif monétaires européens.

5. Dépôts

Le fonds se réserve la possibilité de faire des dépôts, pour la gestion de sa trésorerie, dans la limite maximum de 10%.

6. Emprunts d'espèces

Le fonds se réserve la possibilité d'emprunter temporairement des espèces dans la limite réglementaire (10% maximum), dans les cas d'ajustement du passif.

7. Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres

Les contreparties de prêt/emprunt de titres et/ou de prise/mise en pension sont soumises à une analyse ESG lors de la revue d'éligibilité des intermédiaires financiers de La Française Asset Management.

○ Description générale des opérations :

• Nature des interventions :

Les opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres seront réalisées conformément au Code Monétaire et Financier. Elles seront réalisées dans le cadre de la gestion de la trésorerie et/ou de l'optimisation des revenus de l'OPC. En aucun cas ces stratégies n'auront ni pour objectif ni conséquence de créer un effet de levier.

• Nature des opérations utilisées :

Ces opérations consisteront en des prêts et emprunts de titres et/ou en des prises et des mises en pensions, de produits de taux ou crédit de pays membres de l'OCDE. Les instruments faisant l'objet d'opérations de cette nature sont des obligations actions et autres titres de créances négociables, émis par des entités publiques et/ou privées, de notation Investment Grade (notation supérieure ou égale à BBB- (Standard&Poors) ou Baa3 (Moody's) et/ou à caractère spéculatif (notation inférieure à BBB- ou Baa3).

○ Données générales pour chaque type d'opération :

• Niveau d'utilisation envisagée :

Les opérations de cession temporaire de titres (prêts de titres, mises en pension) pourront être réalisées jusqu'à 50 % maximum de l'actif de l'OPC tandis que les opérations d'acquisition temporaire de titres (emprunts de titres, prises en pension de titres) pourront être réalisées jusqu'à 10 % maximum de l'actif de l'OPC.

La proportion attendue d'actif sous gestion qui fera l'objet de telles opérations pourra représenter 25% de l'actif.

• Sélection des contreparties :

La société de gestion s'appuie sur un processus spécifique de sélection d'intermédiaires financiers, également utilisé pour les intermédiaires destinés aux opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres. Ceux-ci sont sélectionnés en fonction de la qualité de leur recherche, de la liquidité qu'ils offrent mais aussi de leur rapidité et de leur fiabilité dans l'exécution et leur qualité de traitement des ordres.

A l'issue de ce processus rigoureux et régulier, sanctionné d'une note, les contreparties sélectionnées pour les opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres sont des établissements de crédit autorisés par la société de gestion, ayant leur siège social dans un état membre de l'Union Européenne.

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

• Rémunération :

Aucune rémunération n'est acquise au dépositaire (dans le cadre de sa fonction dépositaire) ou à la société de gestion sur les opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres. Tous les revenus provenant de ces opérations sont intégralement perçus par l'OPC.

Les coûts/frais opérationnels liés aux opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres ne sont pas facturés au fonds, ces coûts/frais étant intégralement pris en charge par la société de gestion.

Par ailleurs la société de gestion ne perçoit aucune commission en nature sur ces opérations.

• Garanties acceptables :

Dans le cadre des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et négociées de gré à gré, l'OPC peut recevoir à titre de collatéral des espèces dans sa devise de référence.

Les garanties seront conservées par le dépositaire de l'OPC.

• Politique de réinvestissement de garanties reçues :

Les garanties financières reçues en espèces sont réinvesties conformément aux règles applicables.

Les garanties financières reçues doivent pouvoir donner lieu à une pleine exécution par l'OPC à tout moment et sans consultation de la contrepartie ni approbation de celle-ci.

Les garanties financières reçues en espèces pourront être :

- placées en dépôt,
- investies dans des obligations d'État de haute qualité,
- investies dans des organismes de placement collectif monétaires à court terme.

Les titres reçus en collatéral ne pourront être ni vendus, ni réinvestis ni remis en garantie.

• Risques :

Il n'y a pas de politique de corrélation dans la mesure où les garanties reçues en espèces dans la devise de référence de l'OPC ne présentent ni risque de change ni risque de valorisation au gré des marchés financiers. De ce fait, il n'y aura pas de politique de décote appliquée à la garantie reçue.

Les équipes de contrôle en charge du fonds suivront l'ensemble des limites décrites dans la rubrique « Niveau d'utilisation envisagée » du prospectus. La politique de garanties financières limitée aux espèces ne nécessite pas de procédure de risque spécifique au suivi du collatéral et à celui des décotes associées.

Le recours à des opérations de cessions et/ou acquisitions de titres peut entraîner un risque juridique, notamment relatif aux contrats.

RISQUE GLOBAL

La méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC qu'elle gère est la méthode de calcul de l'engagement.

PROFIL DE RISQUE

"Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés".

Les risques décrits ci-dessous ne sont pas limitatifs : il appartient aux investisseurs d'analyser le risque inhérent à chaque investissement et de se forger leur propre opinion. Au travers du fonds, les souscripteurs s'exposent principalement aux risques suivants :

Risque de perte en capital :

L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés et/ou sur la sélection des OPC. Il existe un risque que le FCP ne soit pas investi à tout moment sur les marchés ou les OPC les plus performants. La performance du fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion.

Risque d'investissement ESG :

Le fonds utilise des critères ESG et peut être moins performant que le marché en général, ou d'autres fonds qui n'utilisent pas de critères ESG lors de la sélection des investissements. Les investissements ESG sont sélectionnés, ou exclus sur la base de critères financiers et non financiers. Le fonds peut vendre un titre pour des raisons liées à l'ESG, plutôt que pour des considérations purement financières.

Risque de modèle :

Le processus de gestion du fonds repose sur l'élaboration d'un modèle au travers d'un partenariat au sein du Groupe La Française. Il existe un risque que le modèle ne soit pas efficient. Toutefois, et pour éviter toute confusion, il ne s'agit pas d'un modèle d'investissement systématique mais d'un outil d'aide à la décision, les décisions d'investissement étant prises par l'équipe de gestion.

Risque de marchés actions :

L'exposition du fonds aux marchés actions sera comprise entre 0% et 50% de l'actif. Si les marchés baissent, la valeur du fonds baissera. Sur les marchés de petites capitalisations, le volume des titres cotés en Bourse est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du FCP peut donc baisser plus rapidement et plus fortement.

Risque de liquidité lié aux investissements en petites et moyennes capitalisations :

Ce risque est lié aux investissements en petites et moyennes capitalisations dont les marchés sont par nature moins actifs que ceux des grandes valeurs.

Risque lié à la surexposition :

Le fonds peut avoir recours à des instruments financiers à terme (dérivés) afin de générer une surexposition et ainsi porter l'exposition globale du fonds jusqu'à 185% maximum. En fonction du sens des opérations du fonds, l'effet de la baisse (en cas d'achat d'exposition) peut être amplifié et ainsi accroître la baisse de la valeur liquidative du fonds.

Risque de taux :

Le FCP est soumis aux risques de taux sur les marchés français et étrangers. Le risque de taux d'intérêts est le risque que la valeur des investissements du FCP diminue si les taux d'intérêts augmentent. Ainsi, quand les taux d'intérêts augmentent, la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de change :

Le FCP investit en valeurs mobilières libellées dans un certain nombre de devises autres que la devise de référence. En cas de baisse d'une devise par rapport à l'euro, la valeur liquidative pourra baisser. Le FCP peut être exposé au risque de change jusqu'à une fois le montant de son actif net.

Risque de crédit :

Il s'agit de risques pouvant résulter de la dégradation de signature ou de défaut d'un émetteur de titre de créance. Lorsqu'un émetteur subit une dégradation de signature, la valeur de ses actifs baisse. Par conséquent, cela peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Dans le cadre d'un investissement obligataire, il existe un risque direct ou indirect lié à la présence éventuelle de titres de moins bonne qualité dits « high yield » ou spéculatifs.

Les titres classés en « spéculatifs » présentent un risque accru de défaillance, sont susceptibles de subir des variations de valorisation plus marquées et/ou plus fréquentes et ne sont pas toujours suffisamment liquides pour être vendus à tout instant au meilleur prix. La valeur de la part du FCP peut donc se trouver diminuée lorsque la valeur de ces titres en portefeuille baisse.

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Risque lié aux investissements sur les pays hors Union Européenne et OCDE (pays émergents) :

Le fonds pourra être exposé jusqu'à 50% sur les pays hors Union Européenne et OCDE. Les conditions de fonctionnement et de surveillance de ces marchés peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

Risque de contrepartie :

Il est lié à la conclusion de contrats sur instruments financiers à terme négociés sur les marchés de gré à gré et aux acquisitions et cessions temporaires de titres : il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie la conduisant à un défaut de paiement. Ainsi, le défaut de paiement d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Risque de conflits d'intérêt potentiels :

Ce risque est lié à la conclusion d'opérations de cessions/acquisitions temporaires de titres au cours desquelles le fonds a pour contrepartie et/ou intermédiaires financiers une entité liée au groupe auquel appartient la société de gestion du fonds.

GARANTIE OU PROTECTION

Le Fonds ne bénéficie d'aucune garantie ou de protection.

DUREE MINIMUM DE PLACEMENT RECOMMANDEE

3 ans.

RAPPORT DE GESTION

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Deloitte & Associés

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au sein du G10, le resserrement monétaire initié en 2022 s'est poursuivi en 2023 pour lutter contre l'inflation. De part et d'autre de l'Atlantique, les taux directeurs ont ainsi atteint des niveaux restrictifs similaires à ceux de l'automne 2008. Sur la période de référence (allant du 31 mars 2023 au 28 mars 2024), la Fed a relevé le taux des fonds fédéraux de 50 points de base (pbs) à 5,25%-5,50% (au total, +525 pbs depuis mars 2022) et la Banque centrale européenne (BCE) a augmenté ses taux directeurs de 100 pbs (au total, +450 pbs depuis juillet 2022) portant le taux de dépôt à 4,0%. En parallèle, l'inflation a nettement reflué y compris pour l'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) bien que la hausse des prix dépasse encore les objectifs de politique monétaire. Les prix à la consommation (CPI) ont ralenti à 3,2% sur un an en février 2024 aux Etats-Unis (contre 5,0% en mars 2023) et à 2,6% en zone euro (contre 6,9% en mars 2023). Du côté de l'inflation annuelle sur les prix des biens hors alimentation et énergie, les prix ont reculé à 3,8% en février 2024 aux Etats-Unis (contre 5,6% en mars 2023) et à 3,1% en zone euro (contre 5,7% en mars 2023). Grâce à la décélération plus rapide que prévue de l'inflation dans un contexte d'amélioration de l'offre mondiale, la Fed et la BCE ont opté pour une pause dans leur cycle de durcissements à partir de juillet 2023 aux Etats-Unis et de septembre 2023 en zone euro. De plus, les deux principales institutions envisagent désormais une orientation plus accommodante de leur politique monétaire restrictive en annonçant d'éventuelles baisses de taux pour 2024, probablement à partir de l'été. Le 21 mars 2024, c'est la Banque Nationale Suisse (BNS) qui a baissé les taux la première au sein du G10 (de -25 pbs à 1,5%), l'inflation suisse étant repassée sous la barre des 2% depuis juin 2023, objectif visé par l'institution monétaire. A contre-courant, le 19 mars 2024, la Banque du Japon (BoJ) a acté la sortie de sa politique de taux négatifs (initiée en 2016) grâce aux signaux favorables pour les négociations salariales du printemps 2024 tout en maintenant un discours conciliant avec le maintien de conditions de financement accommodantes. A l'exception de la Suisse et du Japon, les banquiers centraux des économies occidentales ont continué d'afficher leur détermination pour assurer la stabilité des prix tout en restant vigilants afin d'assurer un atterrissage en douceur de leur économie, en évitant d'abaisser les taux ni trop prématurément ni trop tard.

Dans un environnement de taux réels maintenus à des niveaux restrictifs et ce pour encore quelques mois, les taux d'intérêt des principaux pays développés se sont globalement tendus sur la période de référence bien qu'ils aient évolué en ordre dispersé, les décisions des banques centrales en ce qui concerne les taux directeurs deviennent de plus en plus asynchrones. Les rendements Treasuries à 2 ans et 10 ans ont enregistré des progressions respectives de +53 bps à 4,62% et +72 pbs à 4,20% tandis que les rendements Bund à 2 ans et 10 ans ont affiché des hausses nettement moins prononcées, de +12 pbs à 2,85% et +1 pb à 2,30%. La surperformance des taux de la zone euro s'expliquent par un ralentissement du rythme de désinflation aux Etats-Unis (en particulier depuis le début de l'année 2024) et par la faiblesse de la croissance européenne en 2023 en raison du manque de confiance des consommateurs, des effets persistants des prix élevés de l'énergie principalement dû à une exposition plus élevée à la guerre en Ukraine et de la faiblesse des investissements des entreprises et de l'industrie manufacturière compte tenu de leur sensibilité aux taux d'intérêt. Selon le Fond Monétaire International (FMI), la croissance dans la zone euro devrait passer d'un taux de +0,4% en 2023 à +0,9 % en 2024. La reprise devrait être tirée par une plus forte consommation des ménages, à mesure que les effets du choc sur les prix de l'énergie s'atténuent et que l'inflation ralentit, soutenant ainsi la croissance des revenus réels.

Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir de 2,5% en 2023 à 2,1% en 2024 avec le rééquilibrage progressif des finances publiques et l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre qui ralentissent la demande. Sur les marchés des actions, le ralentissement de l'inflation et la résilience de l'économie américaine (grâce à la hausse des dépenses publiques et aux ménages qui ont puisé dans leur épargne accumulée depuis la pandémie) ont soutenu les actifs risqués.

En effet, les places boursières des principaux pays développés se sont très bien comportées en signant des records en dépit de la hausse des taux d'intérêt.

Toutefois, les indices émergents ont sous-performé en raison des inquiétudes sur la croissance chinoise avec un secteur immobilier qui ne montre toujours pas de signes de stabilisation et qui implique un manque de confiance des consommateurs chinois.

Selon le FMI, la croissance en Chine devrait se situer à 4,6 % en 2024 (après 5,2% en 2023) alors que le gouvernement chinois vise une croissance d'« environ 5 % » en 2024 grâce à un biais pro-croissance, un niveau jugé ambitieux par certains économistes. Au global, du 31 mars 2023 au 28 mars 2024, l'indice MSCI World a enregistré une performance positive de +25,5% tandis que le MSCI Emerging Markets a réalisé un gain beaucoup plus modéré de +6,1%. Aux Etats-Unis, le S&P 500 et le Nasdaq ont bondi respectivement de +30,5% et +37,3%.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

En parallèle, les 'Magnificent Seven' (groupe composé de Microsoft, Apple, Alphabet, Amazon, Nvidia, Meta et Tesla) ont affiché une performance positive de +72,2%. En Europe, l'Eurostoxx 50 et le FTSE 100 ont gagné respectivement, +20,1% et +5,1%. En Asie, le Nikkei a particulièrement bien performé (+44,1%) grâce au repli du yen (-14% contre le dollar) tandis que le Hang Seng et le Shenzhen 300 ont reculé de -18,1% et -12,1% respectivement.

POLITIQUE DE GESTION SUR L'EXERCICE

Performances annuelles	La Française Patrimoine Flexible - Part R	La Française Patrimoine Flexible - Part I	La Française Patrimoine Flexible - Part F
Fonds	4,21%	4,32%	5,71%
Indice	10,71%	10,71%	10,71%

L'année 2023 aura été marquée par un rebond important qui a permis d'effacer, notamment sur les actions, les pertes de 2022. Ainsi, les attentes du marché concernant les politiques monétaires menées des deux côtés de l'Atlantique ont largement dirigé le sentiment sur les actifs risqués tout au long de l'année.

En début d'année, le rebond a été important ; portés par un regain d'optimisme quant à la trajectoire de l'inflation en décélération dans la plupart des grandes zones économiques, les investisseurs se sont repositionnés à l'achat d'autant que la réouverture de l'économie chinoise avait achevé de les convaincre. Alors que les taux d'intérêt gouvernementaux avaient eu tendance à diminuer sur le mois de janvier, la situation s'est complètement inversée en février avec une nette remontée des anticipations de resserrement monétaire des principales banques centrales. La fin du premier trimestre a été marquée par le retour de la volatilité lié à un événement retentissant : les premières faillites bancaires aux Etats-Unis depuis la crise de 2008. Le resserrement monétaire opéré par les principales banques centrales en occident a donc fini par se faire durement ressentir notamment dans le secteur des banques régionales américaines très peu et mal régulées depuis la présidence Trump. Alors que les établissements de petite taille ont vu leurs dépôts fondre de 185 Mds \$, Silicon Valley Bank et Signature Bank ont dû mettre la clef sous la porte enclenchant une crise de confiance très mauvaise pour l'ensemble du secteur. En Europe, UBS a dû racheter Crédit Suisse dans l'urgence après que le principal actionnaire de cette dernière a refusé d'injecter de nouvelles liquidités pour restaurer le bilan de la banque en mauvais état depuis plusieurs années. La situation s'est rapidement stabilisée suite à l'intervention des autorités américaines pour empêcher un « bank run » généralisé et cela a permis aux marchés action de reprendre leur ascension au deuxième trimestre. Le marché des taux a été plus chahuté. Les investisseurs ont dû déchanter en juin alors qu'ils avaient pu espérer un arrêt imminent du cycle de hausse de taux. Mais la banque centrale américaine a changé de ton et les banquiers centraux réunis lors du forum annuel de Sintra cet été ont collectivement adopté un ton « hawkish » (à l'exception des japonais) en martelant que la lutte contre l'inflation n'était pas terminée et que de nouvelles hausses de taux directs étaient à prévoir des deux côtés de l'Atlantique et en dépit du risque de récession. La tension obligataire s'est poursuivie jusqu'à début octobre alors que la croissance américaine tenait mieux que prévu et que la hausse du prix du baril de pétrole faisait peser un risque sur les indices de prix.

Le marché s'est complètement retourné au cours du dernier trimestre de l'année en se déroulant de façon symétrique aux tendances estivales : les taux d'intérêt obligataires se sont fortement détendus et le rebond des actions a été violent, notamment à partir du mois de novembre. Les investisseurs se sont alors convaincus du fait que le risque inflationniste était définitivement derrière eux et que tout devrait rentrer dans l'ordre à court terme c'est-à-dire dans les 3 à 6 mois. Difficile de leur donner tort au vu des derniers chiffres de prix à la consommation publiés en 2023 : aux Etats-Unis ils ont ralenti à +3,1% sur un an en novembre (contre +7,1% en novembre 2022) et à +2,4% (contre +10,1% en novembre 2022) en zone euro c'est-à-dire sur des niveaux proches de la cible de 2% de la banque centrale. Alors que le processus de rechute de l'inflation sous-jacente était en retard par rapport à celui amorcé dès le milieu de l'année dernière aux Etats-Unis, les chiffres sont ressortis largement sous les attentes du consensus à +3,6% (contre +3,9%) en glissement annuel en novembre. Si le marché a revu fortement à la baisse ses attentes d'inflation, les banques centrales se sont également détendues en choisissant d'adopter un ton plus accommodant en fin d'année même si cela a été plus notable du côté de la Réserve Fédérale Américaine que du côté de la BCE. En effet, Christine Lagarde, s'est montrée plus prudente face à l'incertitude sur l'évolution des salaires et à la faiblesse de la productivité en indiquant que le Conseil des gouverneurs n'avait pas discuté de baisses de taux. A l'inverse, le président de la Fed, Jerome Powell a signalé que des discussions préliminaires à ce sujet avaient eu lieu. Il a par ailleurs souligné la nécessité de diminuer les taux directs avant d'atteindre l'objectif d'inflation à 2% et cela afin d'éviter une forte récession économique. 17 des 19 membres du comité tablent désormais sur des baisses de taux l'année prochaine. Désormais, plus personne ne s'attend à des hausses sur 2024. Ces nouvelles prévisions intègrent 75 points de base (pdb) de réduction l'année prochaine au lieu de 50 pdb dans les projections de septembre 2023. Les investisseurs sont encore plus optimistes puisqu'ils s'attendent au double c'est-à-dire à 150 pdb avec un début de cycle d'assouplissement dès les mois de mars. En zone Euro, il n'y a pas que l'inflation qui se contracte : l'activité également comme indiqué par les indicateurs avancés. L'indice flash PMI composite s'est en effet replié de 47,6 en novembre à 47,0 en décembre (contre des attentes à 48,0) avec une baisse dans le secteur des services et une stabilisation dans l'industrie manufacturière. La BCE a logiquement revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2024 à +0,8% contre +1% précédemment mais toujours en phase d'expansion. Dans ce contexte, les investisseurs tablent dorénavant sur 150 pdb de coupes de taux directs par la BCE l'année prochaine.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Au final, les marchés d'actions américaines sont ceux qui ont le plus rebondi cette année avec des performances de +44.7% pour l'indice Nasdaq et +26.3% pour le S&P 500. En Europe, le Stoxx600 réalise quant à lui +16.6%, dépassé par le marché Japonais (indice Nikkei) qui termine à +30.9%. Les marchés des emprunts d'état sont également dans le vert : l'indice EuroMTS fini l'année sur une performance de +7.1% au-dessus des taux américains. Du côté des marchés de crédit ce sont les dettes des entreprises les moins bien notées (high yield) qui ont surperformé avec des performances de +13.4% pour les valeurs américaines et +12.1% pour les européennes. Les matières premières se sont contractées sur 2023 de -10.3% pour le pétrole et -49% pour le gaz naturel.

Au cours du 1^{er} trimestre 2024, les marchés d'actions ont salué une économie mondiale toujours résiliente, de bonnes publications de résultats au titre du 4^{ème} trimestre et des perspectives d'entreprises encore solides qui ont permis à bon nombre d'indices boursiers de poursuivre leur ascension et d'enregistrer de nouveaux records historiques à la fin de ce 1^{er} trimestre. Les marchés de taux ont été plus volatils, caractérisés par des mouvements de fortes hésitations, à la hausse comme à la baisse, en lien avec les discours des banquiers centraux toujours à l'œuvre pour endiguer l'inflation et la ramener à la cible des 2%. Conjointement à des publications macroéconomiques toujours résilientes, les investisseurs ont donc été amenés à revoir et ajuster leurs anticipations sur le nombre de baisses de taux à venir, celles-ci sont en effet passées de 6 à 3 entre le début et la fin du 1^{er} trimestre. Sur le marché des obligations, après la forte détente enregistrée sur les mois de novembre et décembre 2023, les taux ont repris le chemin de la hausse qui s'est accompagné d'une forte volatilité sur la période sous revue, ce dont témoignent par exemples les niveaux du Bund 10 ans qui a évolué entre 2,02% fin 2023 et 2,29% au 28/03/2024, mais avec des extrêmes touchés à 1,97% le 4 janvier et 2,51% fin février.

L'exercice a été caractérisé par une exposition du fonds aux marchés d'actions, plus élevé que sur l'exercice précédent avec une exposition actions moyenne de l'ordre de 18,71 % du portefeuille (contre 30% pour l'indice de référence et une exposition moyenne sur l'exercice précédent de 10,2%). Outre nos vues directionnelles, l'intégration du modèle propriétaire (Risk@Work) de préservation de la perte maximale calendaire autorisée, telle que définie au début de chaque exercice civil, pilote la prise de risque dans les allocations déterminée en fonction de l'acquis de performance et des paramètres de marché (volatilité, corrélation des actifs...).

Notre allocation sur la partie obligataire du portefeuille, en poids est, pour sa part, assez proche de celle de son indice, en moyenne sur l'ensemble de la période d'observation (engagement moyen à 64,13%, contre 21,5% au cours de l'exercice précédent et contre 70% pour l'indice de référence). Néanmoins, en duration, notre construction de portefeuille a privilégié des produits obligataires à duration intermédiaire, dont le crédit d'entreprise, ce qui se traduit par une duration moyenne du portefeuille de 3,44 contre 4,46 pour l'indice de référence.

Sur la période d'observation, la part R du fonds réalise une performance de +4,27% contre +10,71% pour son indice de référence (30% MSCI World Dividendes nets réinvestis (€) 70% BarCap Euro Aggregate Bond Index).

L'attribution de performance sur la période d'observation fait apparaître les principaux éléments suivants :

- La poche actions contribue à hauteur de +1,90% sur la période d'observation, principalement au travers de trackers actions Europe et US et de futures sur indices actions Europe et US. Au cours de la période d'observation, nous avons également déployé des stratégies optionnelles, qui contribuent négativement, mais de manière très marginale, à la performance du fonds, à hauteur de -6 bps.
- L'enveloppe obligataire contribue à hauteur de +2,21 % sur la période d'observation, réparties entre les obligations souveraines (-20 bps), les obligations d'entreprises (+144 bps, dont 75 points de base sur le segment des subordonnées financières), les fonds Total Return (+62 bps) et les fonds Agregate (+35 bps). La poche OPCVM diversifiés contribue à hauteur de +0,16%
- Le monétaire et les liquidités contribuent à +1,42% de performance sur la période d'observation.
- Les frais contribuent à -1,41% de performance sur la période d'observation (contre -1,45% pour l'exercice précédent).

L'actif net du fonds La Française Patrimoine Flexible R s'établit à 98,323 M€ au 28 mars 2024 contre 105,762 M€ un an plus tôt.

Le nombre de parts au passif du fonds a reculé de -10,79 % sur la période d'observation.

Perspectives :

Les anticipations de détente obligataire des banques centrales (BCE et FED) rendues possibles par la décélération de l'inflation de part et d'autre de l'Atlantique seront un des principaux déterminants de l'évolution des actifs risqués (spreads de crédit des obligations d'entreprises et valorisation des marchés d'actions) tout au long de l'exercice.

L'inflation américaine a encore surpris à la hausse pour le 4^{ème} mois d'affilée en mars (3,5% pour l'inflation globale et 3,8% pour l'inflation core, en rythme annuel). Les chiffres illustrant la persistance d'une inflation plus élevée que ce souhaiterait la Réserve Fédérale s'accumulent, tirée notamment par les services et les salaires, et il va devenir plus compliqué pour la Fed de convaincre les investisseurs qu'il ne s'agit que d'éléments liés à la saisonnalité et aux effets de base.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

A la suite de ce chiffre, les taux américains à 10 ans ont débordé les 4,50%, leur plus haut niveau depuis novembre 2023, les taux euro se tendant moins fortement à 2,44% pour la référence allemande. Les investisseurs commencent à s'interroger sur la probabilité d'une 1ère baisse des taux de la FED en juin ou un report sur juillet. La probabilité d'un assouplissement monétaire de la Fed en juin est tombée à un peu moins de 18%, selon le baromètre FedWatch. Les marchés anticipent désormais moins de 2 baisses de taux cette année contre 6 il y a encore quelques mois. Les anticipations commencent donc à se caler avec un biais moins accommodant.

La Banque centrale européenne a laissé ses taux inchangés pour la 5ème réunion consécutive mais signalé qu'une baisse pourrait être opérée dès le mois de juin, étant donné le ralentissement observé de l'inflation vers sa cible et la faiblesse prolongée de l'économie. L'économie de la zone euro stagne depuis six trimestres consécutifs, avec un marché du travail qui commence à s'assouplir. L'économie américaine continue elle de croître à bon rythme, avec un marché du travail toujours tendu et une inflation qui surprend à la hausse.

Les banques centrales devront donc encore avoir une confirmation plus marquée du ralentissement des salaires et par voie de conséquence de l'inflation, ce qu'elles pourraient constater dans les prochaines publications macroéconomiques.

Sur la poche actions, nous conservons nos positions et nous nous laissons porter pour profiter des indices boursiers dont le potentiel ne semble pas encore totalement épuisé. La dégradation du contexte géopolitique et les incertitudes sur la trajectoire des conditions monétaires et du niveau des taux d'intérêt demeurent malgré tout des points de vigilance pour l'ensemble des classes d'actifs risqués.

INFORMATIONS SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS ET PLACEMENTS COLLECTIFS DU GROUPE

Nous n'avons effectué aucune opération sur les titres des sociétés du Groupe.

Nous vous informons que nous pouvons avoir recours aux OPC du Groupe, tant au niveau des placements monétaires que des placements actions / obligations... en fonction des allocations d'actifs décidées, et, dans le cadre de la gestion courante du solde de trésorerie, des OPC du Groupe ont été utilisés.

Fonds gérés par le Groupe La Française détenus en portefeuille au 28/03/2024

ISIN	Nom	Pourcentage investi	Société de gestion
FR0010190322	La Française Carbon Impact Global Government Bonds - Part S	1,71%	La Française Asset Management
FR0010609115	La Française Trésorerie ISR - Part I	5,54%	La Française Asset Management
FR0010955468	La Française Obligations LT - Part S	9,24%	La Française Asset Management
FR0013175221	La Française Global Coco - Part I	2,86%	La Française Asset Management
FR0013289071	La Française Sub Debt - Part S	3,05%	La Française Asset Management
LU1744646693	La Française LUX – Carbon Impact Income - T (C) EUR	1,99%	La Française Asset Management
FR0013439155	La Française Carbon Impact Floating Rates - Part S	10,02%	La Française Asset Management

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

EVENEMENTS SUR L'EXERCICE

Changements significatifs dans la vie du fonds

DATE	OBJET
29/12/2023	<ul style="list-style-type: none"> ↪ Ajout du mécanisme de plafonnement des rachats / Pas d'ajout de mécanisme de swing pricing (Avis internet le 22 décembre 2023) ↪ Clarification de la section « caractéristiques des parts » « modalités de tenue du passif » afin de distinguer les fonctions de centralisation des fonctions de teneur de compte émetteur ↪ Modification du paragraphe « Choix des intermédiaires financiers » afin de refléter le risque potentiel de conflit d'intérêt entre LFAM et le Crédit Industriel et Commercial lié à la prestation d'intermédiation confiée au Crédit Industriel et Commercial à compter du 1^{er} janvier 2024.

Principaux mouvements intervenus dans la composition du portefeuille titres sur la période

Voici les principaux mouvements intervenus au cours de la période :

Type de transaction	Isin	Nom de l'instrument	Type d'instrument	Quantité	Montant	Devise
Achat	FR0010337667	BNPP Cash Invest I	Fonds	249,00	-14318042,82	EUR
Achat	IE000M86QRT4	Amundi 500 Ew Esg Etf	Action	700000,00	-7137200,00	EUR
Achat	FR0010609115	La Française Trésorerie ISR - Part I	Fonds	55,00	-6121028,65	EUR
Achat	FR0010609115	La Française Trésorerie ISR - Part I	Fonds	53,50	-5840783,32	EUR
Achat	FR0010609115	La Française Trésorerie ISR - Part I	Fonds	45,00	-4937268,60	EUR
Vente	FR0007496047	BNPP Cash Invest P	Fonds	-6231,00	14371508,02	EUR
Vente	FR0010609115	La Française Trésorerie ISR - Part I	Fonds	-69,00	7439932,59	EUR
Vente	IE00BF3N6Y61	Ishares Usd Corp Bnd EUR-H D	Action	-1375000,00	4950000,00	EUR
Vente	FR0010337667	BNPP Cash Invest I	Fonds	-65,00	3781990,55	EUR
Vente	FR0007496047	BNPP Cash Invest P	Fonds	-1500,00	3435679,35	EUR

Techniques de gestion efficaces

A la date d'arrêté, le fonds a eu recours à des techniques de gestion efficaces pour 0,00 EUR.

Gestion des garanties financières relatives aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré au 28/03/2024

Garantie	Montant	Devise	Contrepartie	Type	Sous-jacent
-	0,00	-	-	-	-

Les contreparties des opérations de gré à gré seront des contreparties de type établissement bancaire de premier rang domicilié dans des pays membres de l'OCDE.

Des informations complémentaires concernant ces opérations figurent à la rubrique frais et commissions du Prospectus.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

METHODE DE MESURE DU RISQUE GLOBAL

Le fonds applique la méthode Engagement.

SELECTION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Le choix des contreparties et des entreprises d'investissement, prestataires de services du Groupe LA FRANÇAISE, s'effectue selon un processus d'évaluation précis destiné à assurer à la société un service de qualité. Il s'agit d'un élément clé du processus de décision général qui intègre l'impact de la qualité du service du broker auprès de l'ensemble de nos départements : Gestion, Analyse financière et crédit, Négociation, Middle-Office et Contrôle Interne.

Best Selection

Le Groupe LA FRANÇAISE, conformément à la réglementation en vigueur, a mis en œuvre une politique lui permettant de prendre toutes les mesures raisonnables pour obtenir le meilleur résultat possible pour les OPC sous gestion.

Cette politique sélectionne en fonction de chaque classe d'instruments (actions, produits de taux, dérivés, etc...) les Intermédiaires Financiers auprès desquels les ordres seront transmis pour exécution en fonction de critères quantitatifs et qualitatifs.

Pour plus de détails, la politique d'exécution des ordres est disponible sur le site Internet de la Société : www.la-francaise.com.

Commissions de courtage partagées

Une convention de partage des commissions de courtage a été mise en place dans le cadre de la gestion.

Rapport relatif aux frais d'intermédiation

Ce rapport est consultable à l'adresse suivante : www.la-francaise.com.

COMMISSIONS DE MOUVEMENTS

Les commissions de mouvements éventuellement perçues sont réparties comme suit : à hauteur de 100% pour la Société de Gestion. Non auditées par le Commissaire aux Comptes.

RETROCESSION SUR FONDS

L'intégralité des rétrocessions perçues sur les sous-jacents est reversée au fonds.

FRAIS DE GESTION VARIABLES

Les commissions de gestion ne sont pas calculées à partir de composantes complexes.

CONFLITS D'INTERETS

Dans le cadre de la fourniture de services d'investissement, les entités du Groupe LA FRANÇAISE sont potentiellement susceptibles de rencontrer des situations de conflits d'intérêts.

Ces situations, en étant définies comme des situations susceptibles de porter atteinte aux intérêts d'un ou des clients des sociétés du Groupe LA FRANÇAISE, sont identifiées et encadrées.

Il est exposé que La Française Asset Management a eu recours en 2023 à la société La Française Group UK Limited pour une partie du budget de frais de recherche (prestation de recherche de type ESG (thématique, sectorielle)), étant précisé que cette dernière appartient au Groupe La Française. Le recours à cette structure n'est pas de nature à introduire de situation générant des conflits d'intérêt dans le choix des prestataires.

La politique de gestion des conflits d'intérêts est disponible sur le site Internet de la Société : www.la-francaise.com.

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

POLITIQUE DE REMUNERATION

La Politique de rémunération des Sociétés de Gestion du Groupe La Française encadre la rémunération de l'ensemble des membres du personnel.

Le Groupe La Française veille au respect d'une politique de rémunération, source de valorisation et de motivation pour ses équipes et s'assure qu'à niveau de poste et de responsabilité équivalent, les rémunérations soient attribuées avec équité.

La Politique est déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts. Elle promeut une gestion saine et efficace du risque et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement et les documents constitutifs des FIA ou OPCVM ou incompatibles avec l'intérêt des clients.

Pour l'année civile 2023, les rémunérations sont réparties ainsi (en €) :

société	Effectif	Base brute sécurité sociale pour la période	Fixe	% fixe	Variable 2023	Nb bénéficiaire variable	% du variable	Total rému. Cadres dirigeants	Total rému. Preneurs de risques
Total LFAM	95	8 975 464,33	7 039 945,66	78,44%	1 935 518,67	78	21,56%	1 569 819,57	4 043 375,56

La rémunération variable est basée sur une enveloppe globale qui est fonction du Résultat Brut d'Exploitation consolidé du Groupe La Française. Cette enveloppe est répartie de façon discrétionnaire au sein de chaque métier en fonction des objectifs collectifs fixés puis répartie au niveau de chacun des collaborateurs en fonction de la réalisation des objectifs fixés.

La Politique est revue et validée par le Conseil de Surveillance du Groupe assisté par le Comité des rémunérations Groupe et par le Comité des rémunérations des Entités du Groupe.

Par ailleurs, elle a fait l'objet d'une évaluation interne centrale et indépendante dont les résultats s'avèrent satisfaisants.

De plus amples informations quant à la gouvernance et aux principes directeurs de la Politique de rémunération sont disponibles sur le site internet de La Française : www.la-francaise.com.

DISTRIBUTIONS ET INFORMATIONS FISCALES

Éligibilité au quota d'investissement de 25 % - fiscalité des revenus de l'épargne (décret 2005-132 transposant la directive 2003/48/CE)

Ce fonds est investi à plus de 25 % en produits dont les revenus, profits et assimilés proviennent de sommes qualifiées de créances.

Pourcentage titres ou droits éligibles au PEA / PEA PME – Part éligible à l'abattement de 40%

Le fonds a en portefeuille 0,00% de titres ou droits éligibles au PEA/PEA PME.

La part éligible à l'abattement de 40 % est de : 0 €.

Indication des données chiffrées relatives aux dividendes versés au cours de la période après déduction des impôts

Aucun dividende n'a été versé au cours de la période.

INFORMATIONS SPECIFIQUES

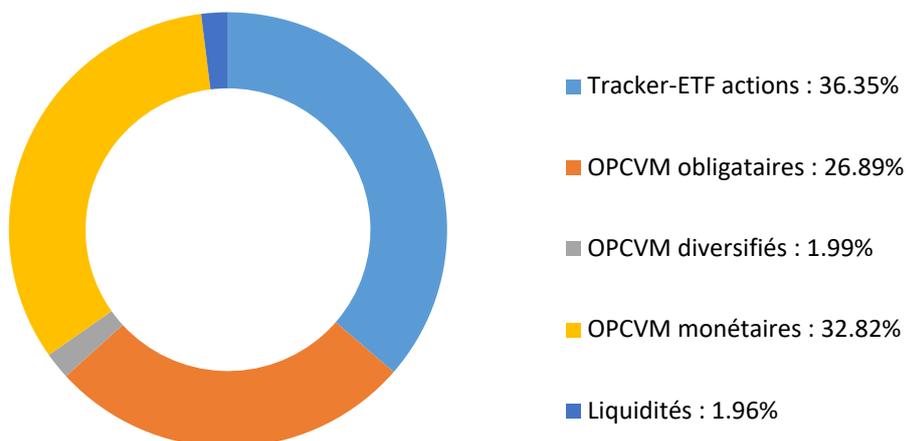
Mesure des risques

La société de gestion met en œuvre et maintient opérationnelle une politique et des procédures de gestion des risques efficaces, appropriées et documentés qui permettent d'identifier les risques liés à son activité en particulier la société de gestion a mis en œuvre les dispositions et les mesures permettant d'évaluer le risque global des fonds et d'identifier notamment les risques principaux auxquels les fonds sont exposés ou susceptibles d'être exposés.

OPERATIONS DE CESSIONS TEMPORAIRES DE TITRES ET TRS

Le fonds n'a pas eu recours à des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres au cours de l'exercice.

Structure du portefeuille en % de l'actif net



Les performances passées ne préjugent pas des résultats futurs

Document non audité par le Commissaire aux Comptes.

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxonomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.

Dénomination du produit: La Française Patrimoine Flexible

Identifiant d'entité juridique: 969500URA0FEUZNS6Y81

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Non

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental: N/A

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social : N/A

Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 10,04% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales et sociales promues par le produit ont été atteintes.

Les mesures d'exclusion liées à la politique d'exclusion groupe ont été respectées sur la période.

La méthode de transposition permet de mesurer les caractéristiques environnementales et/ou sociales des fonds sous-jacents.

Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?

Au 29/03/2024, le score ESG du portefeuille était de 6,40.

...et par rapport aux périodes précédentes ?

Au 31/03/2023, le score ESG du portefeuille était de 6,28.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme, et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?

Le fonds a pour objectif de détenir au moins 5% dans de l'investissement considéré comme durable afin de participer à l'effort global d'amélioration de pratiques durables, comme la réduction des émissions de CO2, l'augmentation de la diversité et de meilleures pratiques de gouvernances.

Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?

Les investissements durables réalisés par le produit financier ont été effectués en conformité avec les mesures d'exclusions liées à la politique d'exclusion groupe.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Non applicable. Ce produit financier ne prend pas en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée:

Non applicable.

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Non applicable. Ce produit financier ne prend pas en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir: 03/04/2023-29/03/2024

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
Amundi EUR Corporate Bond Climate Net Zero Ambition PAB	Crédits	13,85%	France
Ostrum SRI Cash I	Fonds monétaire	13,09%	France
La Française Carbon Impact Floating Rates - Part S	Total Return	9,07%	France
La Française Obligations LT - Part S	Agregate	8,85%	France
BNPP Cash Invest P	Fonds monétaire	7,17%	France
Ishares Usd Corp Bnd EUR-H D	Crédits	6,96%	Etats-Unis

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

BNPP Cash Invest I	Fonds monétaire	5,63%	France
Dbx Usd Treasuries Eur 2D	Fonds monétaire	4,91%	Luxembourg
Am Msci Em Esg Lead	Actions	4,04%	Luxembourg
Amundi 500 Ew Esg Etf	Actions	3,50%	Luxembourg
La Française Sub Debt - Part S	Financières	2,82%	France
La Française Global Coco - Part I	Financières	2,66%	France
Groupama Trésorerie IC	Fonds monétaire	2,60%	France
La Française Trésorerie ISR - Part I	Fonds monétaire	2,48%	France
OFI Tresor ISR	Fonds monétaire	2,37%	France

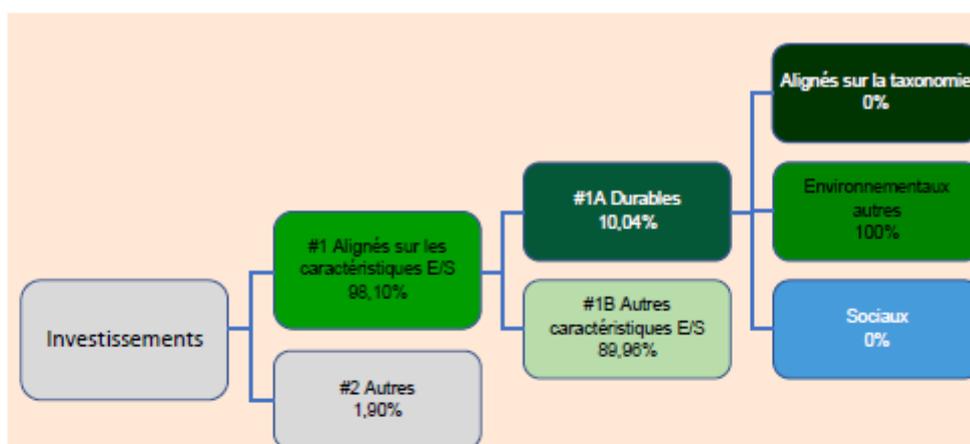


Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

La proportion d'investissements durables était de 10,04%;

Quelle était l'allocation des actifs ?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie #2 Autres inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie #1 Alignés sur les caractéristiques E/S comprend:

- la sous-catégorie #1A Durables couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux ;
- la sous-catégorie #1B Autres caractéristiques E/S couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?

Nous ne sommes pas en mesure de d'identifier les principaux secteurs économiques compte tenu de la nature des actifs qui composent le portefeuille (fonds de fonds).

Pour être conforme à la taxonomie de l'UE, les critères applicables au gaz fossile comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et gestion des déchets.

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Les investissements durables ayant un objectif environnemental n'étaient pas alignés sur la taxonomie de l'UE sur la période de référence.

Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie de l'UE¹?

- Oui Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire
- Non

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental

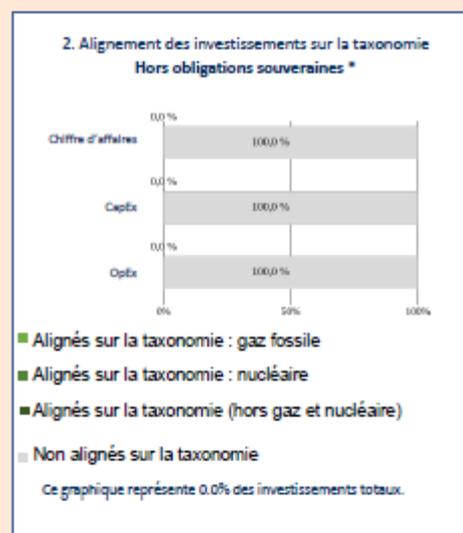
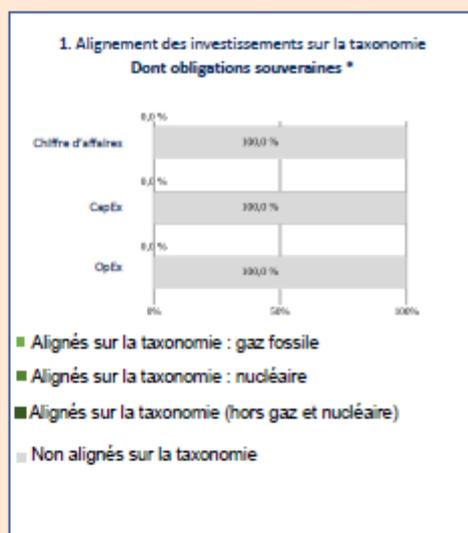
Les activités alignées sur la taxonomie sont exprimées en pourcentage:

- du chiffre d'affaires pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi;

- des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte par exemple;

- des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines

Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?

Nous ne sommes pas en mesure de calculer la proportion d'investissements réalisés dans les activités transitoires et habilitantes compte tenu de la nature des actifs qui composent le portefeuille (fonds de fonds).

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxonomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxonomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxonomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Non applicable.



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxonomie de l'UE ?

La proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental non aligné sur la taxonomie est de 100%. Ceci s'explique par le choix de sociétés en transition vers un alignement taxonomie de leurs activités ou par des activités non directement capturées par la taxonomie.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

Non applicable.

Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «autres», quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquent-elles à eux ?



La catégorie "autres" inclut les investissements non durables, les outils de gestion de liquidités et les dérivés utilisés à des fins de couverture ou d'exposition temporaire.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Afin d'identifier les caractéristiques environnementales et/ou sociales des cas d'investissement, nous intégrons systématiquement leur performance sur les aspects E, S et G dans l'analyse fondamentale de ces derniers. En parallèle à l'analyse des dossiers, nous analysons les controverses passées, participons à des initiatives d'engagement individuelles ou collaboratives et engageons le dialogue directement avec des entreprises pour mieux apprécier leurs caractéristiques.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

L'indice de référence est utilisé pour la définition de l'univers d'investissement. L'indice n'est pas spécifiquement construit pour promouvoir des caractéristiques environnementales ou sociales.

En quoi l'indice de référence différerait-il d'un indice de marche large ?

Non applicable.

Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?

Non applicable.

 Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

LA FRANÇAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Non applicable.

Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marche large ?

Performances annuelles :

La Française Patrimoine Flexible – Part F

Fonds : 5,71%

Indice : 10,71%

La Française Patrimoine Flexible – Part I

Fonds : 4,32%

Indice : 10,71%

La Française Patrimoine Flexible – Part R

Fonds : 4,21%

Indice : 10,71%

Comptes annuels
« audités par le Commissaire aux Comptes »

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
La Française Asset Management

128, boulevard Raspail
75006 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 28 mars 2024

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
La Française Asset Management

128, boulevard Raspail
75006 Paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 28 mars 2024

Aux porteurs de parts du FCP LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 28 mars 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1 avril 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Virginie Gaitte

Virginie GAITTE

Bilan actif

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Immobilisations Nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	107,412,426.61	117,024,150.71
Actions et valeurs assimilées	-	-
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	-	-
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé - Titres de créances négociables	-	-
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé - Autres titres de créances	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres d'organismes de placement collectif	107,412,426.61	115,680,850.71
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	107,412,426.61	115,680,850.71
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Créances représentatives de titre reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-
Titres empruntés	-	-
Titres donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	-	1,343,300.00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	1,343,300.00
Autres opérations	-	-
Autres Actifs : Loans	-	-
Autres instruments financiers	-	-
Créances	664,918.22	1,019,178.11
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	664,918.22	1,019,178.11
Comptes financiers	1,709,213.05	927,944.55
Liquidités	1,709,213.05	927,944.55
TOTAL DE L'ACTIF	109,786,557.88	118,971,273.37

Bilan passif

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Capitaux propres	-	-
Capital	108,757,530.52	127,242,261.29
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	-	-
Report à nouveau (a)	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	1,640,278.26	-7,368,302.65
Résultat de l'exercice (a,b)	-841,924.27	-1,620,469.07
Total capitaux propres (= Montant représentatif de l'actif net)	109,555,884.51	118,253,489.57
Instruments financiers	0.11	182,000.00
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Dettes représentatives de titres donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	0.11	182,000.00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0.11	182,000.00
Autres opérations	-	-
Dettes	230,673.24	224,419.66
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	230,673.24	224,419.66
Comptes financiers	0.02	311,364.14
Concours bancaires courants	0.02	311,364.14
Emprunts	-	-
TOTAL DU PASSIF	109,786,557.88	118,971,273.37

(a) Y compris comptes de régularisations.

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice.

Hors-bilan

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Futures		
achat EURO-BOBL FUTURE 06/06/2024	7,449,750.00	-
achat EURO-BUND FUTURE 06/06/2024	7,736,040.00	-
achat EURO-BUND FUTURE 08/06/2023	-	7,471,200.00
achat EURO STOXX 50 - FUTURE 16/06/2023	-	6,391,500.00
achat EURO STOXX 50 - FUTURE 21/06/2024	2,522,500.00	-
achat S&P 500 E-MINI FUTURE 21/06/2024	3,686,458.33	-
achat US 5YR NOTE FUTURE (CBT) 28/06/2024	4,756,250.00	-
Options		
achat CALL EURO STOXX 50 - OPTION 21/04/2023 4	-	24,391,726.29
vente CALL EURO STOXX 50 - OPTION 21/04/2023 4	-	8,898,798.16
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		

Compte de résultat

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Produits sur opérations financières	-	-
Produits sur actions et valeurs assimilées	651,092.70	114,708.20
Produits sur obligations et valeurs assimilées	-	-
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Produits sur instruments financiers à terme	-	-
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	80,886.73	6,617.85
Produits sur prêts	-	-
Autres produits financiers	-	12,348.59
TOTAL I	731,979.43	133,674.64
Charges sur opérations financières	-	-
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Charges sur instruments financiers à terme	-	-
Charges sur dettes financières	-677.02	-10,305.67
Autres charges financières	-	-
TOTAL II	-677.02	-10,305.67
Résultat sur opérations financières (I + II)	731,302.41	123,368.97
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	-1,632,801.63	-1,854,608.87
Résultat net de l'exercice (I + II + III + IV)	-901,499.22	-1,731,239.90
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	59,574.95	110,770.83
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I + II + III + IV + V + VI)	-841,924.27	-1,620,469.07

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01 du 14 Janvier 2014, modifié.

La devise de comptabilité est l'Euro.

Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus.

Les titres et instruments financiers à terme ferme et conditionnel détenus en portefeuille libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité sur la base des taux de change relevés à Paris au jour de l'évaluation.

Le portefeuille est évalué lors de chaque valeur liquidative et lors de l'arrêté des comptes selon les méthodes suivantes :

Valeurs mobilières

Les titres cotés : à la valeur boursière - coupons courus inclus (cours clôture jour)

Toutefois, les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou cotées par des contributeurs et pour lequel le cours a été corrigé, de même que les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé, sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion (ou du conseil d'administration pour une Sicav), à leur valeur probable de négociation. Les prix sont corrigés par la société de gestion en fonction de sa connaissance des émetteurs et/ou des marchés.

Les O.P.C. : à la dernière valeur liquidative connue, à défaut à la dernière valeur estimée. Les valeurs liquidatives des titres d'organismes de placements collectifs étrangers valorisant sur une base mensuelle, sont confirmées par les administrateurs de fonds. Les valorisations sont mises à jour de façon hebdomadaire sur la base d'estimations communiquées par les administrateurs de ces OPC et validées par le gérant.

Les ETF : à la dernière valeur liquidative connue, à défaut à la dernière valeur estimée.

Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui applicable à des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur. En l'absence de sensibilité, les titres d'une durée résiduelle égale à trois mois sont valorisés au dernier taux jusqu'à l'échéance et ceux acquis à moins de trois mois, les intérêts sont linéarisés.

Les EMTN font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

Les acquisitions et cessions temporaires de titres :

- Les prêts de titres : la créance représentative des titres prêtés est évaluée à la valeur du marché des titres.
- Les emprunts de titres : les titres empruntés ainsi que la dette représentative des titres empruntés sont évalués à la valeur du marché des titres.
- Les collatéraux : s'agissant des titres reçus en garantie dans le cadre des opérations de prêts de titres, l'OPC a opté pour une présentation de ces titres dans les comptes du bilan à hauteur de la dette correspondant à l'obligation de restitution de ceux-ci.
- Les pensions livrées d'une durée résiduelle inférieure ou égale à trois mois : individualisation de la créance sur la base du prix du contrat. Dans ce cas, une linéarisation de la rémunération est effectuée.
- Les pensions long terme : Elles sont enregistrées et évaluées à leur nominal, même si elles ont une échéance supérieure à trois mois. Ce montant est majoré des intérêts courus qui s'y rattachent. Toutefois, certains contrats prévoient des conditions particulières en cas de demande de remboursement anticipé afin de prendre en compte l'impact de hausse de la courbe de financement de la contrepartie. Les intérêts courus peuvent alors être diminués de cet impact, sans valeur planchée. L'impact est proportionnel à la durée résiduelle de la pension et l'écart constaté entre la marge contractuelle et la marge de marché pour une date de maturité identique.
- Les mises en pensions d'une durée résiduelle inférieure ou égale à trois mois : valeur boursière. La dette valorisée sur la base de la valeur contractuelle est inscrite au passif du bilan. Dans ce cas, une linéarisation de la rémunération est effectuée.

Instruments financiers à terme et conditionnels

Futures : cours de compensation jour.

L'évaluation hors bilan est calculée sur la base du nominal, de son cours de compensation et, éventuellement, du cours de change.

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Options : cours de clôture jour ou, à défaut, le dernier cours connu.

Options OTC : ces options font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

L'évaluation hors bilan est calculée en équivalent sous-jacent en fonction du delta et du cours du sous-jacent et, éventuellement, du cours de change.

Change à terme : réévaluation des devises en engagement au cours du jour en prenant en compte le report / déport calculé en fonction de l'échéance du contrat.

Dépôts à terme : ils sont enregistrés et évalués pour leur montant nominal, même s'ils ont une échéance supérieure à trois mois. Ce montant est majoré des intérêts courus qui s'y rattachent. Toutefois, certains contrats prévoient des conditions particulières en cas de demande de remboursement anticipé afin de prendre en compte l'impact de hausse de la courbe de financement de la contrepartie. Les intérêts courus peuvent alors être diminués de cet impact, sans pouvoir être négatifs. Les dépôts à terme sont alors au minimum évalués à leur valeur nominale.

Swaps de taux :

- pour les swaps d'échéance inférieure à trois mois, les intérêts sont linéarisés
- les swaps d'échéance supérieure à trois mois sont revalorisés à la valeur du marché

Les produits synthétiques (association d'un titre et d'un swap) sont comptabilisés globalement. Les intérêts des swaps à recevoir dans le cadre de ces produits sont valorisés linéairement.

Les assets swaps et les produits synthétiques sont valorisés sur la base de sa valeur de marché. L'évaluation des assets swaps est basée sur l'évaluation des titres couverts à laquelle est retranchée l'incidence de la variation des spreads de crédit. Cette incidence est évaluée à partir de la moyenne des spreads communiqués par 4 contreparties interrogées mensuellement, corrigée d'une marge, en fonction de la notation de l'émetteur.

L'engagement hors bilan des swaps correspond au nominal.

Swaps structurés (swaps à composante optionnelle) : ces swaps font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

L'engagement hors bilan de ces swaps correspond à la valeur nominale.

Frais de gestion financière

- 1,700 % TTC taux maximum pour la part R
- 1,250 % TTC taux maximum pour la part I
- 0,000 % TTC taux maximum pour la part F

Frais administratifs externes à la société de gestion

- 0,050 % TTC taux maximum pour la part R
- 0,050 % TTC taux maximum pour la part I
- 0,050 % TTC taux maximum pour la part F

La dotation est calculée sur la base de l'actif net. Ces frais, n'incluant pas les frais de transaction, seront directement imputés au compte de résultat du Fonds.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés à l'OPC, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiaires (courtage, impôts de bourse, ...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Frais de recherche

Néant

Commission de surperformance

Néant

Rétrocession de frais de gestion

Une dotation est calculée, à chaque calcul de valeur liquidative, sur la base d'un taux communiqué par la société de gestion.

Méthode de comptabilisation des intérêts

Intérêts encaissés

Affectation des résultats réalisés

Capitalisation pour la part R

Capitalisation pour la part I

Capitalisation pour la part F

Affectation des plus-values nettes réalisées

Capitalisation pour la part R

Capitalisation pour la part I

Capitalisation pour la part F

Changements affectant le fonds

29/12/23 : mise en place des mécanismes de Gates et des Swing Pricing.

Evolution de l'actif net

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Actif net en début d'exercice	118,253,489.57	137,470,469.05
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'O.P.C.)	1,960,293.55	2,920,132.32
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'O.P.C.)	-15,235,033.44	-17,361,229.97
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	1,177,209.75	425,114.52
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-528,875.91	-7,564,097.88
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	2,492,284.11	1,057,376.56
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-1,372,870.42	-2,013,883.80
Frais de transaction	-31,015.24	-56,038.42
Différences de change	9,844.28	34,184.05
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers :	4,295,348.26	3,452,755.09
Différence d'estimation exercice N	4,094,103.91	-201,244.35
Différence d'estimation exercice N-1	201,244.35	3,653,999.44
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme :	-563,290.78	1,619,947.95
Différence d'estimation exercice N	303,677.22	866,968.00
Différence d'estimation exercice N-1	-866,968.00	752,979.95
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-901,499.22	-1,731,239.90
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	109,555,884.51	118,253,489.57

Complément d'information 1

	Exercice 28/03/2024
Engagements reçus ou donnés	
Engagements reçus ou donnés (garantie de capital ou autres engagements) (*)	-
Valeur actuelle des instruments financiers inscrits en portefeuille constitutifs de dépôts de garantie	
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	-
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	-
Instruments financiers en portefeuille émis par le prestataire ou les entités de son groupe	
Dépôts	-
Actions	-
Titres de taux	-
OPC	37,704,502.22
Acquisitions et cessions temporaires sur titres	-
Swaps (en nominal)	-
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire	
Titres acquis à réméré	-
Titres pris en pension	-
Titres empruntés	-

(*) Pour les OPC garantis, l'information figure dans les règles et méthodes comptables.

Complément d'information 2

	Exercice 28/03/2024	
Emissions et rachats pendant l'exercice comptable	Nombre de titres	
Catégorie de classe I (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	51.80000	
Nombre de titres rachetés	1,207.63247	
Catégorie de classe F (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	176.000	
Nombre de titres rachetés	569.200	
Catégorie de classe R (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	1,081.70905	
Nombre de titres rachetés	8,391.51255	
Commissions de souscription et/ou de rachat	Montant (EUR)	
Commissions de souscription acquises à l'OPC	-	
Commissions de rachat acquises à l'OPC	-	
Commissions de souscription perçues et rétrocédées	-	
Commissions de rachat perçues et rétrocédées	-	
Frais de gestion	Montant (EUR)	% de l'actif net moyen
Catégorie de classe I (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	106,681.74	1.39
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe F (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	2,725.82	0.07
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe R (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	1,519,676.71	1.50
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Rétrocessions de frais de gestion (toutes parts confondues)	-3,717.36	

(*) Pour les OPC dont la durée d'exercice n'est pas égale à 12 mois, le pourcentage de l'actif net moyen correspond au taux moyen annualisé.

L'OPCVM sera susceptible de ne pas informer les porteurs de parts de manière particulière, ni de leur offrir la possibilité d'obtenir le rachat de leurs parts sans frais en cas de majoration des frais administratifs externes à la société de gestion qui serait égale ou inférieure à 10 points de base par année civile ; l'information pouvant alors être réalisée par tout moyen

Ventilation par nature des créances et dettes

	Exercice 28/03/2024
Ventilation par nature des créances	
Avoir fiscal à récupérer	-
Déposit euros	427,494.00
Déposit autres devises	226,111.11
Collatéraux espèces	-
Valorisation des achats de devises à terme	-
Contrevaleur des ventes à terme	-
Autres débiteurs divers	11,313.11
Coupons à recevoir	-
TOTAL DES CREANCES	664,918.22
Ventilation par nature des dettes	
Déposit euros	-
Déposit autres devises	-
Collatéraux espèces	-
Provision charges d'emprunts	-
Valorisation des ventes de devises à terme	-
Contrevaleur des achats à terme	-
Frais et charges non encore payés	140,394.11
Autres créditeurs divers	90,279.13
Provision pour risque des liquidités de marché	-
TOTAL DES DETTES	230,673.24

Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

	Exercice 28/03/2024
Actif	
Obligations et valeurs assimilées	-
Obligations indexées	-
Obligations convertibles	-
Titres participatifs	-
Autres Obligations et valeurs assimilées	-
Titres de créances	-
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	-
Bons du Trésor	-
Autres TCN	-
Autres Titres de créances	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-
Autres actifs : Loans	-
Passif	
Opérations de cession sur instruments financiers	-
Actions	-
Obligations	-
Autres	-
Hors-bilan	
Opérations de couverture	
Taux	-
Actions	-
Autres	-
Autres opérations	
Taux	19,942,040.00
Actions	6,208,958.33
Autres	-

Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	1,709,213.05
Passif				
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	0.02
Hors-bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	19,942,040.00	-	-	-

Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	[0 - 3 mois]]3 mois - 1 an]]1 - 3 ans]]3 - 5 ans]	> 5 ans
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-	-
Comptes financiers	1,709,213.05	-	-	-	-
Passif					
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	0.02	-	-	-	-
Hors-bilan					
Opérations de couverture	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	12,206,000.00	7,736,040.00

Ventilation par devise de cotation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	USD	JPY
Actif		
Dépôts	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Titres de créances	-	-
Titres d'OPC	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Autres actifs: Loans	-	-
Autres instruments financiers	-	-
Créances	226,111.11	-
Comptes financiers	909,678.14	-
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Dettes	-	-
Comptes financiers	-	0.02
Hors-bilan		
Opérations de couverture	-	-
Autres opérations	8,442,708.33	-

Seules les cinq devises dont le montant le plus représentatif composant l'actif net sont incluses dans ce tableau.

Affectation des résultats

Catégorie de classe I (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-51,834.91	-98,729.17
Total	-51,834.91	-98,729.17
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-51,834.91	-98,729.17
Total	-51,834.91	-98,729.17
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	108,689.14	-516,504.21
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	108,689.14	-516,504.21
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	108,689.14	-516,504.21
Total	108,689.14	-516,504.21
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe F (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	22,086.75	2,538.69
Total	22,086.75	2,538.69
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	22,086.75	2,538.69
Total	22,086.75	2,538.69
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	59,050.95	-258,150.39
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	59,050.95	-258,150.39
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	59,050.95	-258,150.39
Total	59,050.95	-258,150.39
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe R (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-812,176.11	-1,524,278.59
Total	-812,176.11	-1,524,278.59
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-812,176.11	-1,524,278.59
Total	-812,176.11	-1,524,278.59
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 28/03/2024	Exercice 31/03/2023
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	1,472,538.17	-6,593,648.05
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	1,472,538.17	-6,593,648.05
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	1,472,538.17	-6,593,648.05
Total	1,472,538.17	-6,593,648.05
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices

Catégorie de classe I (Devise: EUR)

	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023	28/03/2024
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,188.50	1,211.66	1,198.56	1,159.13	1,209.26
Actif net (en k EUR)	12,766.33	11,706.95	9,981.37	8,301.11	7,262.43
Nombre de titres					
Parts C	10,741.48787	9,661.83285	8,327.79285	7,161.48442	6,005.65195

	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023	28/03/2024
Date de mise en paiement					
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	55.92	26.68	46.94	-72.12	18.09
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	-15.50	-14.78	-12.89	-13.78	-8.63

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Catégorie de classe F (Devise: EUR)

	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023	28/03/2024
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,091.27	1,126.53	1,128.36	1,104.97	1,168.08
Actif net (en k EUR)	5,991.85	5,540.30	4,828.27	4,190.05	3,970.09
Nombre de titres					
Parts C	5,490.700	4,918.000	4,279.000	3,792.000	3,398.800

Date de mise en paiement	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023	28/03/2024
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	51.15	24.59	43.96	-68.07	17.37
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	-0.12	0.22	2.26	0.66	6.49

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

LA FRANCAISE PATRIMOINE FLEXIBLE

Catégorie de classe R (Devise: EUR)

	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023	28/03/2024
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,612.06	1,639.38	1,617.59	1,560.47	1,626.09
Actif net (en k EUR)	142,473.29	136,215.83	122,660.83	105,762.32	98,323.37
Nombre de titres					
Parts C	88,379.18692	83,089.72677	75,829.07981	67,775.65534	60,465.85184

Date de mise en paiement	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023	28/03/2024
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	75.92	36.16	63.42	-97.28	24.35
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	-28.11	-24.10	-21.56	-22.49	-13.43

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

Inventaire des instruments financiers au 28 Mars 2024

Eléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
Titres d'OPC				107,412,426.61	98.04
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne				107,412,426.61	98.04
AM EUR CO BD PAB NZ AM-ETF A	110,000	144.98	EUR	15,947,690.00	14.56
AM MSCI EM ESG LEAD	95,000	48.63	EUR	4,619,850.00	4.22
AMUNDI 500 EW ESG ETF	700,000	11.44	EUR	8,006,600.00	7.31
AVIVA INVESTORS MONETAIRE-C	940	2,310.13	EUR	2,171,522.20	1.98
BNP PARIBAS CAH INVEST - PARTS I CAP	183	58,422.45	EUR	10,691,307.47	9.76
GROUPAMA TRESOREIRE	68	41,658.05	EUR	2,832,747.40	2.59
ISHARES USD CORP BND EUR-H D	1,375,000	3.82	EUR	5,251,125.00	4.79
ISHARES USD EM BD EUR SHS HEDGED EUR EXC	24,000	67.20	EUR	1,612,920.00	1.47
LA FRANCAISE LUX CARBON IMPACT INCOM TCA	21,300	102.27	EUR	2,178,351.00	1.99
LA FRANCAISE SUB DEBT FCP 27C	3,062	1,092.13	EUR	3,344,102.06	3.05
LF CARBON IMPACT FLOATING RATES 27C	10,217.792	1,074.40	EUR	10,977,995.72	10.02
LF CARBON IMPACT GVT BDS S	0.43	4,347,340.69	EUR	1,869,356.50	1.71
LF GLOBAL COCO I PARTS I	2,365	1,326.85	EUR	3,138,000.25	2.86
LFP OBLIGATIONS LT-S	821.46274	12,329.57	EUR	10,128,282.36	9.24
LF TRESORERIE ISR PART I	54.3	111,757.17	EUR	6,068,414.33	5.54
OFI RS LIQUID PARTS	592	4,520.46	EUR	2,676,112.32	2.44
OSTRUM SRI CASH-I	1,026	11,219.00	EUR	11,510,694.00	10.51
X USD TREASURIES EUR	47,000	93.35	EUR	4,387,356.00	4.00
Instruments financiers à terme				-0.11	-
Futures				303,677.22	0.28
EURO-BOBL FUTURE 06/06/2024	63.00	118.25	EUR	50,400.00	0.05
EURO-BUND FUTURE 06/06/2024	58.00	133.38	EUR	84,680.00	0.08
EURO STOXX 50 - FUTURE 21/06/2024	50.00	5,045.00	EUR	78,875.00	0.07
S&P 500 E-MINI FUTURE 21/06/2024	15.00	5,308.50	USD	80,347.22	0.07
US 5YR NOTE FUTURE (CBT) 28/06/2024	48.00	107.02	USD	9,375.00	0.01
Appels de marge				-303,677.33	-0.28
Créances				664,918.22	0.61
Dettes				-230,673.24	-0.21
Dépôts				-	-
Autres comptes financiers				1,709,213.03	1.56
TOTAL ACTIF NET			EUR	109,555,884.51	100.00